

**POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL, OUVRIER MARXISTE-LENINISTE
ET DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES**

MANIFESTATIONS

Samedi 26 juin Ivry, Nanterre, Grenoble, Orléans, Bayonne, Rennes,
Montpellier, Clermont-Ferrand
Dimanche 27 juin St-Denis

**L'Humanité
rouge**

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 26
dimanche 27
juin 1976
No 518

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Afrique australe

**L'aube
de la
liberté**

En Afrique du Sud, l'odieux régime d'apartheid chancelle sous les coups des patriotes africains insurgés contre sa féroce oppression. Grèves et manifestations se succèdent sans arrêt sur l'ensemble du territoire malgré les balles de la police et les gourdin des racistes.

Les trois peuples africains qui sous la botte de Vorster et de ses acolytes vivent encore dans les chaînes du colonialisme, se sont dressés, main dans la main, pour crier leur haine de l'occupant, leur volonté de le chasser du pays. A sa violence aveugle les patriotes azaniens, namibiens, zimbabwés, sous la direction de leurs mouvements de libération ripostent par la lutte armée.

Les unités des patriotes zimbabwés se montrent maintenant très actives dans les régions de l'Est et du Nord de la Rhodésie, et sèment la panique au sein du régime raciste de Ian Smith. Ils reçoivent pour cela le soutien fraternel du peuple du Mozambique et du FRELIMO qui ont triomphé du colonialisme portugais. Les expéditions punitives, les menaces, la terreur exercées par les mercenaires colonialistes sont loin de donner les résultats escomptés. Les flammes de la lutte de libération s'étendent chaque jour davantage.

De son côté, le peuple namibien raffermi chaque jour sa lutte armée contre les racistes sud-africains.

Ceux-ci, en Afrique du Sud même, ont peur, y compris des petits martyrs écoliers qu'ils ont fait assassiner ces jours derniers. C'est ainsi qu'ils viennent d'interdire la cérémonie commune qui devait être organisée à leur mémoire dans toutes les écoles noires de Soweto, le 3 juillet prochain.

(Suite p. 2)

LES 26 ET 27 JUIN

**UNITE ET ACTION
CONTRE LA
REPRESSION !**

Ces samedi 26 et dimanche 27 juin seront de grandes journées d'action de masse contre la répression. Dans nombre de villes de la banlieue parisienne et de la province se dérouleront des manifestations qui feront entendre une voix unanime contre la répression, pour la libération de tous les emprisonnés politiques et la levée de toutes les inculpations, pour arracher de sa geôle l'ouvrier communiste marxiste-léniniste Romain Le Gal : à Angers, Limoges, Montpellier, Grenoble, Orléans, Rennes, Bordeaux, Bayonne, Clermont-Ferrand, Ivry, Nanterre, Saint-Denis.

Depuis des mois la bourgeoisie et son gouvernement, confrontés à un essor impé-

tueux du mouvement de lutte des masses ouvrières, paysannes, étudiantes et des travailleurs immigrés, abat sur elles de façon systématique sa répression brutale de classe pour tenter de les faire laire. Mais en vain. Car c'est avec encore plus de vigueur, lorsqu'interviennent les hordes policières, que les masses ouvrières et populaires continuent de secouer le joug de l'oppression et de l'exploitation capitaliste. La preuve en est que c'est d'un nombre croissant d'usines elles-mêmes que retentit ce juste mot d'ordre : la répression, nous l'écraserons !

Ces luttes de masse, au cours desquelles se manifeste sans nulle équivoque un net recul de l'emprise et même de l'influence du faux

Parti communiste français, sont à l'opposé un terrain privilégié sur lequel se développe irrésistiblement l'implantation des idées des véritables communistes, des authentiques marxistes-lé-

ninistes. Cette présence renforcée de l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne dans les entreprises et partout où s'exerce l'exploitation capitaliste, le rôle moteur que jouent de plus en plus souvent les militants marxistes-léninistes dans les luttes qu'engagent les masses contre la bourgeoisie, la classe dominante les craint comme la peste. Et c'est sans nul doute parce qu'elle en a peur qu'elle fait des portedrapeaux du communisme dans notre pays une cible particulière de sa répression farouche.

(Suite p. 3)

**Conseil des
ministres de l'OUA**

**La France
en accusation**

Le 27e Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine s'est ouvert jeudi à l'île Maurice par une minute de silence à la mémoire des martyrs assassinés par les racistes à Soweto.

« Nous nous réunissons au moment où les derniers nuages du colonialisme assombrissent l'horizon africain », a déclaré dans son allocution d'ouverture le premier ministre de l'île Maurice, en soulignant que « nos frères de Namibie, du Zimbabwe et d'Azanie attendent beaucoup de cette conférence ».

(Suite page 2)

Pologne

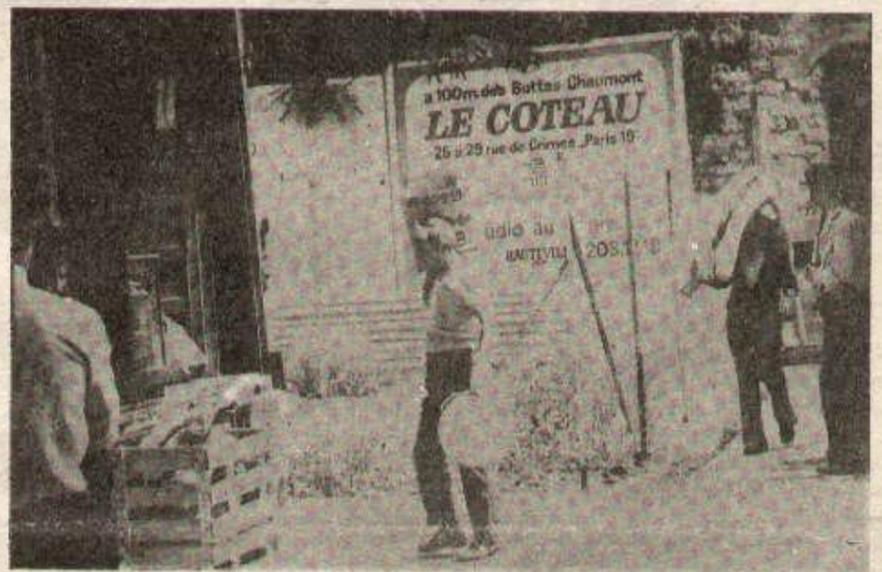
HAUSSE DES PRIX DE 30 A 100 %

Le président du conseil des ministres polonais a annoncé jeudi une liste d'augmentations très importantes des prix. Elles portent toutes sur les produits alimentaires.

La viande et ses dérivés seront augmentés de 60 %, le sucre de 100 %, le beurre, les graisses et les fromages de 50 %, le poisson de 69 %, la volaille de 30 %, les légumes de 30 %. Le porte-parole de la bourgeoisie révisionniste au pouvoir devait indiquer qu'il fallait « ajuster la consommation de la population aux possibilités de l'agriculture ». Or celle-ci est dans une situation catastrophique. Ces deux dernières années, plus de 21 millions de tonnes de céréales et de fourrage ont dû être importés. Il devait encore faire appel « au sens des devoirs civiques » du peuple polonais et lui demander d'accepter la vie chère au nom du « bien et du développement » du pays. Son dernier mot a été un appel pour « faire confiance au parti » !

Ceci témoigne de l'inquiétude de la bourgeoisie polonaise devant les réactions du peuple. Gageons qu'avant que ces mesures antipopulaires soient annoncées, les forces de répression social-fascistes ont été mises en état d'alerte.

On se souvient qu'en 1970, de telles hausses de prix avaient entraîné la révolte des ouvriers de la Baltique, réprimée dans le sang. La tempête pourrait bien souffler une fois encore.



Le déménagement s'effectue sous la protection des flics (photo HR).

A sa demande, la police jette à la rue un couple de retraités

MARCHAIS L'EXPULSEUR

Il était 9 heures jeudi matin quand de nombreux flics se sont présentés au 122 boulevard de la Villette, devant le luxueux siège du comité central du PCF, pour expulser un couple de retraités, M. et Mme Dauplet, de la petite maison où ils habitaient depuis trente ans. Une expulsion comme il en existe beaucoup. Mais celle-ci avait quelque chose de particulier.

C'est à la demande des dirigeants du faux parti communiste qu'elle a eu lieu, c'est à leur demande que les flics ont je-

té à la rue la famille Dauplet. Celle-ci a essayé de résister à la police. L'un des fils s'est emparé d'un tuyau d'arrosage et a douché copieusement certains flics. Après une bagarre, les portes de la maison ont été enfoncées et à 10 heures les meubles de la famille Dauplet étaient démenagés, sous la protection de la police. Mme Dauplet devait à juste titre déclarer : « Ce qu'ils ont fait, c'est une honte. Ils emploient de drôles de moyens, eux qui se disent être contre les expulsions. »

(Suite p. 3)

Angola

FAUX RETRAIT ET VRAIE OCCUPATION

La question de l'admission de l'Angola à l'ONU a été évoquée au conseil de sécurité. Les USA ont opposé leur veto à une telle solution qui était loin de faire, par ailleurs, l'unanimité dans les rangs africains. La République populaire de Chine a refusé de prendre part au vote, en rappelant que cette position découlait du fait que le social-impérialisme soviétique se cramponne encore à l'Angola

Le commentateur de «la Pravda» vient de déclarer que les mercenaires soviétiques «avaient commencé de se retirer d'Angola».

Au cours de son agression contre ce pays, l'an dernier, l'URSS a dépêché environ un millier de militai-

res chargés d'encadrer plus de 10 000 soldats cubains, occupant militairement l'Angola. L'opération d'aujourd'hui, baptisée «retrait des troupes» n'est qu'un camouflage du maintien de la présence militaire de forces sociales-impérialistes. Il n'est en effet pas soufflé

et qu'il ne convenait pas de lui fournir un prétexte à prolonger ses actes d'agression et d'intervention. Le porte-parole chinois a ajouté que «de la même façon dont il a réussi à se défaire des anciens colonialistes, l'héroïque peuple angolais pourra se débarrasser de l'agression et de l'intervention étrangère afin de bâtir un Angola indépendant et unifié».

mot dans cette annonce du retrait des soviétiques. Il n'est pas non plus mentionné de date précise pour ces opérations.

Des flots d'«experts», «conseillers», «diplomates» et «personnel civil» soviétiques continuent d'arriver en

Angola. Quelle que soit l'étiquette dont ils s'affublent tous ont reçu un sérieux entraînement militaire.

Pourquoi donc les dirigeants du Kremlin se sentent-ils aujourd'hui obligés de parler de «retrait», alors qu'il y a peu de temps encore, ils affirmaient avec arrogance leur «droit» d'occuper militairement le sol angolais ?

C'est que leur agression n'est pas tolérée par le peuple d'Angola. Les mercenaires qu'ils dirigent se sont livrés à des massacres barbares de population, entraînant l'exode de plus d'un million de réfugiés angolais, mais aussi la résistance des patriotes angolais. L'Agence France-press révélait, le 4 juin dernier, qu'au cours des cinq dernières semaines, 280 mercenaires au moins ont été tués. Ces morts ne sont pas survenues au cours de combats contre les troupes sud-africaines. Chacun sait qu'elles se sont repliées sur leur territoire, il y a déjà longtemps.

Dans certaines villes du Sud de l'Angola, des manifestations de masse ont eu lieu sur le mot d'ordre «Domination soviétique, non !». De plus en plus nombreux sont les Angolais qui commencent à comprendre ce qu'est «l'internationalisme» des révisionnistes soviétiques.

Et, dans le monde entier, particulièrement en Afrique, la conscience grandit que derrière les protestations d'amitié désintéressée, l'URSS se livre en fait en Angola à une véritable agression de type colonial.

Cette évidence gêne Moscou. C'est pourquoi elle adopte la tactique de claudiquer bruyamment le «retrait des troupes» tout en s'employant activement à les y maintenir et les renforcer. Le mensonge est un peu trop gros pour atteindre son but et les dirigeants du Kremlin n'empêcheront pas que leur comportement impérialiste soit vigoureusement et ouvertement dénoncé tant à la réunion de l'OUA qui vient de commencer qu'au prochain sommet des non-alignés en août prochain.



Des centaines de milliers de réfugiés sur les routes de l'Angola.

Afrique australe

L'AUBE DE LA LIBERTE

(Suite de l'éditorial)

Dernier bastion du colonialisme qui a ensanglanté la terre africaine pendant tant de siècles, l'apartheid vit ses derniers instants. Sans l'appui de l'impérialisme il serait déjà balayé depuis longtemps du continent africain. Kissinger lui-même se montre aujourd'hui embarrassé des crimes qu'il a dictés aux racistes. Lui qui, il n'y a pas si longtemps, fulminait contre «ceux qui prétendent isoler l'Afrique du Sud» fait aujourd'hui semblant de désavouer ses complices. Le social-impérialisme crie bien haut sa «sympathie» pour le peuple azanien en lutte, mais il n'est pas difficile de lui rappeler qu'il a lui-même flirté avec Vorster, guignant les richesses de l'Afrique du Sud et ses bases stratégiques. Mais les peuples d'Afrique australe savent ce que sont le colonialisme et l'impérialisme. Les combattants de la liberté n'accepteront plus aucun esclavage, aucune

domination ouverte ou cachée.

Giscard qui s'appretait à empiéter les poches des monopoles français sur le dos des peuples africains risque d'en

faire vite l'expérience. Car derrière les patriotes africains c'est toute la formidable force du continent africain, du tiers monde tout entier qui se tient debout.

Conseil des ministres de l'OUA

LA FRANCE EN ACCUSATION

(Suite de la page 1)

Dès jeudi, la France a été mise en accusation pour sa politique en Afrique australe et aux Comores.

Le premier ministre des Comores a déclaré : «Le véritable visage de la France colonialiste et impérialiste dans la zone de l'océan Indien se précise de plus en plus». Il a critiqué l'implantation à Mayotte d'une «administration forte, rigide et omniprésente», ainsi que l'organisation de «réfugiés masqués».

Le ministre, qui a lancé un appel aux nations africaines, a aussi accusé la France, «après avoir armé le régime raciste de l'Afrique australe», d'y installer aujourd'hui deux centrales nucléaires.

Il a également dénoncé le colonialisme français à Djibouti. D'autres délégations s'appretent à accuser l'impérialisme français, notamment pour sa violation des sanctions imposées aux racistes d'Afrique du Sud et son agression contre les Comores.

Albanie

UNE EXCELLENTE RECOLTE

Dans les campagnes albanaises la moisson a commencé et promet d'être excellente. Elle est considérée par tous comme un important problème politique ayant trait à la consolidation de l'économie populaire et à l'accroissement de la capacité de défense de la patrie socialiste.

Malgré les dégâts causés par la tempête de grêle dans la plaine la plus fertile du pays, la récolte s'annonce très bonne. 6 % de moissonneuses batteuses automatrices et 23 % de batteuses de plus que l'an dernier sont affectées à cette moisson.

L'agriculture en Albanie, n'est pas seulement l'affaire des membres des coopératives mais bien de tout le peuple. C'est pourquoi, chaque jour, dans les champs de blé, des dizaines de milliers de travailleurs, d'élèves et d'étudiants de la ville travaillent aux côtés des membres des coopératives.

Sur les champs les plus précoces on trouve de nombreux moyens mécanisés, venus des régions de montagne où la moisson n'a pas encore commencé. C'est là une autre expression de la solidarité socialiste inculquée par le Parti du travail d'Albanie.

Cette politique porte ses fruits puisque de 1960 à 1975 la production de blé a triplé en Albanie.

MISE AU POINT DE L'OLP

Le bureau d'informations et de liaison de l'OLP à Paris dément mercredi, dans un communiqué, l'information publiée à Paris attribuant le meurtre de l'ambassadeur américain, Francis Meloy, et de deux autres personnes, à Beyrouth, à un des dirigeants de la Révolution palestinienne.

Le bureau de l'OLP souligne «qu'après avoir eu des contacts avec les parties concernées, il tient à affirmer que cette nouvelle est dénuée de tout fondement».

Il «rappelle que les forces de la Révolution palestinienne se sont entièrement mobilisées pour rechercher les auteurs de ce meurtre. Sous la direction de la Révolution palestinienne, poursuit le communiqué ses forces sont parvenues à les arrêter moins de 48 heures après le meurtre et les ont déferés devant une commission d'enquête en vue de les remettre à la disposition des forces arabes de sécurité au Liban».

RYAD

UNITE POUR LA STABILITE AU LIBAN

La Conférence de Ryad réunissant les premiers ministres de Syrie, d'Égypte, d'Arabie Saoudite et du Koweït a pris fin jeudi soir, tandis que les troupes régulières syriennes avaient complètement évacué les positions qu'elles occupaient à Beyrouth et dans la banlieue sud de la capitale. On annonçait également que, conformément à un accord intervenu le 23 juin entre les dirigeants du Fatha, membre de l'OLP, et de la Saïka d'obédience syrienne, le dégageant syrien de la capitale serait suivi d'une opération analogue à Saïda.

Un communiqué spécial traitant de la crise libanaise a été publié. Les premiers ministres des quatre pays arabes réunis à Ryad ont examiné les efforts déployés et les décisions prises par la Ligue arabe en vue de ramener la sécurité et la stabilité au Liban, et se sont mis d'accord sur les points suivants :

— appui des décisions prises par le Conseil de la Ligue arabe lors de sa réunion extraordinaire tenue au Caire le 10 juin ;

— mise en œuvre de tous les efforts pour parvenir aux solutions souhaitées, sauvegarder l'unité du Liban, permettre au peuple palestinien au Liban d'accomplir son devoir sacré dans le cadre des accords conclus entre les autorités libanaises et l'OLP ;

— exhortation de toutes les parties au conflit libanais à faciliter la mission de la «force de paix» arabe.

REFERENDUM EN ALGERIE

Près de 8 millions d'Algériens et d'Algériennes votent dimanche sur le «projet de charte nationale» qui a été l'occasion d'un vaste débat populaire à travers tout le pays.

Ce référendum sera suivi, probablement en octobre prochain, de l'adoption d'une nouvelle constitution et d'élections législatives et présidentielles qui doivent normalement avoir lieu avant la fin de l'année, également au suffrage universel. Des assemblées communales et départementales ont déjà été mises en place au cours de ces dernières années.

nouvelles intérieures

LES 26 ET 27 JUIN UNITE ET ACTION CONTRE LA REPRESSION

(Suite de la page 1)

C'est ainsi qu'à Lorient, en violation complète de sa propre loi, la bourgeoisie a fait perquisitionner, arrêter puis inculper 5 militants révolutionnaires pour «reconstitution» du Parti communiste marxiste-léniniste de France interdit selon l'arbitraire le plus total le 12 juin 1968, six mois à peine après sa fondation. L'un de ces militants, Romain Le Gal, ouvrier employé par la municipalité et syndicaliste CFDT, est aujourd'hui encore maintenu sous les verrous. Depuis près de 3 mois il est emprisonné à Fresnes ! Parce qu'il refuse de collaborer de quelque façon que ce soit au déroulement de la justice de classe de la bourgeoisie, la cour de sûreté de l'Etat rejette les unes après les autres ses demandes de mise en liberté.

Ce faisant, la classe bourgeoise se trouve de plus en plus isolée, tandis que de plus en plus se serrent les coudes dans l'autre camp des dizaines de milliers, des millions d'hommes et de femmes exploités. De ses camarades de combat, de très nombreuses sections syndicales d'entreprises, d'ouvriers, de paysans, d'employés, d'enseignants, d'artistes, de jeunes, de partout affluent les lettres et les motions de soutien à Romain Le Gal. Des dizaines de personnalités françaises et étrangères ont signé des pétitions

pour sa libération, et contre la répression. Des marxistes-léninistes du Portugal, de Belgique, d'Allemagne, des Etats-Unis, etc. nous parviennent des messages de solidarité...

Que les 26 et 27 juin soient un nouveau bond en avant contre la répression qui frappe les travailleurs, pour la libération de tous les emprisonnés politiques et la levée des inculpations, pour arracher des mains de son géôtre l'ouvrier marxiste-léniniste Romain Le Gal. Que partout à l'offensive les travailleurs, les paysans, les étudiants, les authentiques militants communistes, multiplient les initiatives pour faire voler en éclats le mur du silence que les bourgeois et petits bourgeois de tout acabit ont édifié pour faire oublier notre camarade Romain Le Gal. Qu'au matin du 28 juin, la floraison de manifestations et de meetings qui auront eu lieu pendant le week-end, les innombrables bombages et affiches qui couvriront les murs, empêchent quiconque d'ignorer que notre camarade est en prison et que des milliers de travailleurs exigent ardemment sa libération immédiate, ainsi que la libération de tous les autres emprisonnés politiques. C'est tous ensemble et par l'action que LA REPRESSION, NOUS L'ECRASERONS !

A sa demande, la police jette à la rue un couple de retraités

MARCHAIS L'EXPULSEUR

(Suite de la p. 1)

Ceci montre en effet ce qu'il en est du tapage fait par les dirigeants du PCF contre les expulsions : c'est de la démagogie pure et simple dont le seul but est de récolter des voix supplémentaires aux élections. Dans la réalité, comme tous les bourgeois, ils n'hésitent pas à faire expulser des travailleurs et à ordonner des saisies comme ils l'ont déjà montré plus d'une fois dans des municipalités qu'ils

contrôlent, comme à Vitry où ils ont ordonné des saisies contre des chômeurs.

L'expulsion de la famille Dauplet* est le terme d'une longue bataille menée par celle-ci contre les requins qui dirigent le PCF. Rappelons brièvement les faits.

Il y a onze ans, pour s'offrir un nouveau siège, le PCF achetait un grand terrain par l'intermédiaire de sa société immobilière. Les habitants des vieux immeu-

bles qui se trouvaient là étaient expulsés. A peine 40 d'entre eux ont été relogés et ils ont dû payer des loyers beaucoup plus élevés. Restait la petite maison dont les locataires refusaient d'être jetés à la rue. Ils s'opposaient aux multiples pressions exercées contre eux. C'est ainsi que tous ceux qui auront eu l'occasion de passer devant le siège du comité central du PCF, auront pu voir à côté de l'immeuble

son victimes. S'ils étaient au pouvoir les dirigeants du PCF agiraient de même. Leurs méthodes sont celles de fascistes et d'exploiteurs.

Dans leur communiqué les dirigeants du PCF exposaient leurs arguments pour justifier l'expulsion voici ce qu'ils osaient dire :

«Architectes, urbanistes et ingénieurs notamment, souvent venus du monde entier, n'ont pas manqué, depuis cinq ans qu'a été réalisée la première tranche de notre siège, de manifester leur indignation de voir inachevée, pour mieux dire mutilée, l'œuvre remarquable du grand architecte Oscar Niemeyer par la présence d'une mesure, dernier vestige des vieux bâtiments se trouvant sur le terrain destiné à construire notre siège.

«Des centaines de journalistes français et étrangers nous ont fait part de la même indignation.»

Leur caution, c'est l'opinion de bourgeois en extase devant les milliards qu'a coûté l'immeuble imaginé par cette vedette internationale de l'architecture capitaliste qu'est Niemeyer. Et indignés par la vue d'une maison de travailleurs. «Ah, ma chère, voyez cette horrible mesure d'ouvriers qui abîme notre paysage.» Ces faux communistes ne parlent pas autrement que ne le font tous les bourgeois des «beaux quartiers». Tandis que les ouvriers vivent dans la misère les dirigeants du PCF revendiquent bien haut leur droit à vivre dans le luxe.

On notera enfin leur hommage aux décisions de la justice de leur classe dont ils nous disent qu'elles «correspondent au bon sens et au droit des personnes». En vertu duquel on peut être jeté à la rue avec si besoin l'aide de la «force publique». C'est cela le «socialisme à la française».

* C'est par erreur que dans notre édition d'hier nous disions qu'il s'agissait de M. et Mme Bellot. Il s'agit bien de la famille Dauplet.

APPELS AUX MANIFESTATIONS

«Le Travailleur» et «La Cause du peuple» s'associent aux manifestations de samedi et dimanche à Ivry, Nanterre et Saint-Denis.

Le PCR-mi pour sa part appelle à participer à la manifestation de dimanche à St-Denis.

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque



Les flics gardent l'entrée de la maison des Dauplet (photo HR).

NOUVELLES PROTESTATIONS DE SYNDICATS CFDT POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL

Déjà de nombreux syndicats et sections syndicales CFDT ont rendu publiques par des motions leur protestation contre la répression et leur exigence que Romain Le Gal soit libéré. Deux nouvelles motions viennent de nous être adressées.

L'une adoptée par le syndicat CFDT des Chèques postaux de Paris déclare :

«Depuis plusieurs mois, face à la montée des luttes populaires, la bourgeoisie accentue les mesures de répression contre les ouvriers, les militants syndicaux et politiques, les travailleurs immigrés, les paysans, les étudiants.

Cette politique vise à briser l'ensemble du mouvement populaire, mais en fait ne fait que renforcer la détermination de tous ceux qui se battent contre l'exploitation capitaliste.

Le syndicat CFDT des Chèques postaux Paris s'associe au mouvement de protestation pour exiger :
La libération immédiate de Romain Le Gal;

La réintégration de Robert Pelletier radié de l'Éducation nationale;

La libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux;

La levée de toutes les inculpations

La dissolution immédiate de la cour de sûreté de l'État »

Par ailleurs, la section CFDT du centre mutualiste de formation professionnelle de Vercors dans l'Isère

nous a adressé une motion où elle déclare :

«Le 6 avril 1976 à Lorient, 4 militants de l'Humanité Rouge sont interpellés lors d'un collage d'affiches, leur voiture est fouillée, au titre du nouveau décret pris pour la soi-disant lutte contre le banditisme. Le 8 avril à 6 heures du matin, 3 d'entre eux sont arrêtés après encerclement du quartier par la police et perquisition de force sans mandat. Le 12, ils sont inculpés et déferés devant la cour de sûreté de l'État pour «reconstitution de ligue dissoute» (le Parti communiste léniniste de France interdit en 1968). Depuis l'un d'entre eux, Romain Le Gal est toujours détenu à la prison de Fresnes, et deux autres militants ont été aussi déferés devant la cour de sûreté de l'État. Tous les inculpés sont membres de la CFDT.

Ces nouvelles arrestations s'inscrivent dans le cadre d'une répression de plus en plus dure contre l'ensemble des travailleurs en lutte :

Arrestation et inculpation de plusieurs dizaines de militants et soldats en décembre.

Arrestation et maintien en prison de militants corses.

Arrestation d'un viticulteur A. Teisseyre.

Arrestation et expulsion de plusieurs travailleurs immigrés (Algériens et Pakistanais entre autres)

Répression violente des manifestations des ouvriers, paysans et étudiants (2 paysans tués ces derniers mois)

Et surtout mise en œuvre de nouveaux décrets «d'exception» au nom de la lutte contre le banditisme et destinés en réalité à museler les travailleurs en lutte (fouille des voitures, légalisation des opérations «coups de poings» etc.)

La section syndicale CFDT du CMFP (Vercors) réunie le 4 juin 76 s'élève contre l'ensemble de ces mesures et demande :

La libération de Romain Le Gal ainsi que de tous les prisonniers politiques.

La levée des inculpations contre les prisonniers politiques et les militants syndicaux traînés devant les tribunaux;

L'arrêt de toute expulsion des travailleurs étrangers;

La suppression de la loi «anti-casseurs»;

La dissolution de la cour de sûreté de l'État;

L'annulation des décrets anti-banditisme.

Par ailleurs notre section demande à la CFDT à tous les niveaux, ainsi qu'à l'ensemble des organisations syndicales, de prendre position sur l'inculpation de tous ces militants et de développer la riposte de masse contre la répression de façon de plus en plus offensive.»



Région lyonnaise

TIRER LES LEÇONS DES LUTTES

Les communistes marxistes-léninistes de Lyon ont commencé de tirer les leçons des luttes récentes dans la région lyonnaise.

Leur dernier bulletin «Lyon rouge» commence ainsi :

«Paris-Rhône, éboueurs, TCL, Compresseurs frigorifiques, Monin-ordures... une importante vague de luttes a déferlé ces derniers mois sur notre

Il commence par rappeler quelques-unes des nombreuses mesures antipopulaires ; et pour la région lyonnaise : «l'intervention des CRS bien souvent précédée de commandos de cadres contre les travailleurs en lutte comme à Paris-Rhône, aux Compresseurs frigorifiques, à la SNAV, à Monin-ordures service, à l'usine Berliet de Bourg-en-Bresse (...)

»L'attaque financière contre le collectif d'imprimeurs IPN, l'acceptation par le ministre du Travail de 4 licenciements de délégués à Paris-Rhône alors que ceux-ci avaient été refusés par l'inspection du Travail, la mise à pied prolongée illégalement des 176 grévistes des Compresseurs frigorifiques, transformée par la suite en licenciements «pour causes économiques» de 150 d'entre eux, l'utilisation de l'armée pour briser la grève des éboueurs de Monin-ordures service.»

Quelle est l'attitude des dirigeants du faux Parti communiste de Marchais ? Outre la condamnation de la violence révolutionnaire (Corses, petits viticulteurs), les agressions physiques (manifs du 1er Mai), le sabotage des luttes.

A propos de la grève des TCL (Transports communaux lyonnais) et des autres grèves «Lyon rouge» écrit : «Rien n'a été entrepris pour dénoncer les mensonges du «Progrès»* qui voulait faire croire que les conducteurs étaient trop bien payés et trop exigeants

Pas question, bien sûr, d'organiser des transports gratuits même symboliques qui auraient pu servir à rendre la grève plus populaire, car cela aurait été se mettre en infraction avec la loi bourgeoise.

Bien plus, les dirigeants du syndicat CGT des TCL annonçaient au bout d'une semaine de grève, dans un tract aux usagers, que la grève risquait de durer une quinzaine. N'est-ce pas contribuer à l'intransigence patronale que de fixer d'avance la durée limite de la grève ? D'ailleurs, la direction n'a commencé à reculer que lorsqu'elle a vu que la grève risquait justement de

région, comme partout en France.

Comme partout en France, patronat et révisionnistes se sont retrouvés en général côte à côte mais chacun à leur manière, pour canaliser, morceler, briser cette vague de lutte, qui met en mouvement non seulement la classe ouvrière, mais aussi la plupart des autres couches populaires.»

Voici quelques extraits de ce bulletin.



Manifestation des 200 ouvriers de Monin-Ordures-Service.

dépasser largement la quinzaine. Et ce sont ces quelques miettes — en fait essentiellement 2,5 % d'augmentation non prévus normalement — qui ont été présentés par le bonze CGT Thibault comme une «grande victoire» justifiant la reprise du travail. Lors du vote, 38 % du personnel s'est prononcé contre la reprise à laquelle appelaient les 4 syndicats, et bon nombre de grévistes en colère pensaient que la grève pouvait encore tenir et obtenir bien plus.

Ne voit-on pas actuellement chez les hospitaliers, les dirigeants révisionnistes de la CGT s'opposer à l'organisation des soins gratuits, forme de lutte préconisée par la CFDT et d'autres grévistes à l'hôpital Jules Courmont et à E. Herriot, qui permettrait de nouer des liens solides avec la population ? Ils vont jusqu'à la dénonciation publique par tracts et dans la presse locale — le Progrès — dont le rôle de briseur de grève est bien connu.

LES JOURNÉES D'ACTION

Alors qu'ils brisent des luttes ou les laissent dans l'isolement comme à PUK, Rhône-Poulenc, les dirigeants révisionnistes ont par contre un remède miracle à proposer aux travailleurs : les journées d'action.

N'a-t-on pas vu les dirigeants de l'USTM-CGT demander aux travailleurs de

la CEM de cesser leur lutte avec occupation des locaux pour faire, quelques jours plus tard, ... une journée d'action.

N'a-t-on pas vu ces mêmes dirigeants, membres du Parti, soi-disant communiste donner des leçons à propos des ouvrières de Paris-Rhône dans le style : «Elles feraient bien mieux de participer aux journées d'action, plutôt que d'occuper leur entreprise.» Et le patron qui avait besoin que l'usine tourne à plein, n'a eu aucune peine à saluer un pareil sens des responsabilités.

Rappelons-nous encore les journées d'action de l'automne 74 qui servirent à enterrer la grande grève des postiers (et en 76 celle des cheminots. NDLR).

Les patrons ne s'y trompent pas. Ainsi on pouvait lire dans un journal patronal — l'usine nouvelle — ce passage :

«Certes, les états-majors syndicaux ont bien lancé leurs troupes dans les journées d'action de 24 heures. Faut-il s'en inquiéter ? Non pas, ces journées d'action sont nécessaires, elles sont utiles car elle permettent de faire tomber la tension, de décompresser. Elles jouent le rôle de soupape de sûreté.»

Peut-on parler d'unification des luttes alors que les journées d'action trop souvent divisent les travailleurs secteur par secteur. Ainsi, on organise une journée d'action à l'EDF juste après avoir fait reprendre le travail à la SNCF.

Mais surtout, ces journées d'action n'ont en général, aucune suite si ce n'est une autre journée d'action (...)

On peut citer aussi l'exemple des éboueurs lyonnais qui ont refusé de participer à la journée d'action qui a suivi leur grève car ils ont compris que ce qu'il fallait c'était des luttes dures et unifiées, alors que la journée d'action signifiait seulement perte de salaire au grand bénéfice de Pradel* et double journée le lendemain.

La journée du 13 mai à Lyon a marqué une certaine mobilisation des travailleurs, mais on peut se demander quelles ont été les suites : jusqu'à présent, aucune.

Ce que veulent de plus en plus de travailleurs, c'est se préparer à des luttes efficaces. Pour cela, nous devons chaque fois que cela est possible nous mobiliser sur les lieux même du travail pour définir ensemble nos revendications et nos formes de lutte.

Bien sûr, nous pensons qu'il n'est pas suffisant de se battre uniquement au niveau de chaque entreprise mais qu'il faut travailler à une réelle unification et coordination des luttes. D'autre part, nous devons manifester notre soutien aux luttes des autres travailleurs, mais aussi aux luttes des petits payans et des étudiants (...).

(A suivre).

* Le Progrès : journal réactionnaire local
*Pradel : maire de Lyon (lié au «milieu» et anciennement à l'OAS !)

la France des luttes



NANTES

LE DRAPEAU ROUGE FLOTTE SUR GUILLOUARD

Le 21 juin, l'assemblée générale des travailleurs de Guillovard à Nantes (métallurgie) votait la grève à 70 %. Ils demandent 200 F pour tous et l'égalité des salaires entre hommes et femmes (c'est-à-dire 200 F pour les hommes et 300 F pour les femmes). Toutes les divisions par catégorie entre hommes et femmes qui empêchaient les grèves précédentes d'aboutir ont cédé dans la lutte. Mercredi, c'était la totalité de l'usine qui était en grève, hommes, femmes, ouvriers professionnels. L'usine Guillovard de Vertoux (matière plastique) s'est jointe au mouvement. Devant la détermination des grévistes (piquets de grève, blocage des portes, drapeau rouge hissé sur le boulevard), les patrons s'inquiètent. Ils jouent d'un côté le paternalisme, du genre «tout s'arrangera par la discussion», et de l'autre la répression (menaces sur l'emploi et les acomptes des travailleurs sous contrat à durée déterminée, constat d'huissier contre 2 délégués CFDT et CGT). La seule proposition qu'ils ont faite jusqu'ici, c'est une prime d'assiduité de 80 F. L'ensemble des grévistes a rejeté fermement ce cadeau empoisonné. Pas question de se laisser enchaîner encore davantage au capital ! La combativité des travailleurs est forte et riche d'espoir car elle est fondée sur une puissante unité forgée dans la lutte et hors des bonzes syndicaux. Le patron et ses acolytes n'ont qu'à bien se tenir.

Correspondant HR

ARMENTIERES

C'EST LA RELANCE DES LICENCIEMENTS

105 ouvriers sont menacés de licenciement dont 69 à la Textile du Nouveau Pavé sur les 140 ouvriers de l'entreprise. Devant cela les UL CGT et CFDT réagissent : d'abord la CGT appelle à manifester... contre la vie chère, invite les travailleurs à «clamer leur ras-le-bol et à exiger des solutions avec les parlementaires de notre région». Le secrétaire de l'UL s'est même déplacé à la porte de la TNP. Il a expliqué qu'il fallait faire respecter le droit au travail parce qu'il est inscrit dans la constitution. Ensuite il a lancé un «vibrant» appel à la lutte, c'est-à-dire à la préparation de la banderole pour la manifestation avec les zélus. Il citait l'exemple de l'entreprise Beaudoux dont les ouvriers après l'échec de leur grève, sabotée par le PCF, continuent leur lutte... en travaillant avec un tee-shirt où est inscrit : «Avec la CGT au cœur des luttes».

Ensuite le responsable CFDT rappelait que tous étaient concernés, il appelait à resserrer l'unité entre travailleurs français et immigrés (28 immigrés sur les 29 sont licenciés dont le délégué CFDT) et il invitait les travailleurs à lutter «dans l'usine, sur l'outil de travail, là où s'exerce l'exploitation capitaliste».

Un ancien travailleur demanda qu'un vote fût préparé et organisé pour décider de l'action. Alors le bonze de la CGT s'écria qu'il n'en était pas question et hurla qu'il était prêt à occuper l'usine tout de suite ! Ce style «gauchiste» n'enthousiasma pas plus les ouvriers que son premier discours. Alors il proposa d'envahir la chambre patronale. Enfin, notre «révolutionnaire» en chambre patronale conclut que l'action la plus urgente était de venir à tout prix à la manifestation avec les zélus. La CFDT insista pour que les ouvriers prennent eux-mêmes en mains leurs luttes dans l'usine.

Ainsi, les ouvriers voient se dresser devant eux deux ennemis : les patrons qui les licencient et les révisionnistes qui essaient de leur faire accepter les pires exploitations.

Correspondant HR.





Sécurité sociale (2)

Radiographie d'un déficit

« Le déficit global devrait atteindre, de l'aveu même des pouvoirs publics, quelque 10 milliards de francs en 1976 ». C'est ce qu'écrivait « Le Figaro » du 22 juin. Aussi, disait-on récemment au ministère du Travail, « a-t-il paru indispensable au gouvernement de rechercher des économies importantes dès 1976 ». « Ces mesures, ajoutait-on, seront prolongées par des actions à long terme ». Économies importantes. Actions à long terme. De quoi s'agit-il ?

Le 22 juin également « France-soir » écrivait : « à certains moments d'ici la fin de l'année, la Sécurité sociale aura besoin qu'on lui avance jusqu'à 4 ou 5 milliards de francs ». Ainsi et « compte tenu des 10 milliards fournis par les mesures de Durafour il y a 6 mois, la Sécurité sociale ne devra rien à personne en fin d'année ».

Ainsi à entendre la presse bourgeoise pour que la Sécurité sociale soit en mesure de faire face à ses remboursements, il faut lui faire des « avances ». Dans le cas contraire, cet admirable « service public » ne pourra plus remplir son rôle... Et où pensez-vous que la bourgeoisie va aller chercher cet argent dont elle a besoin ?

Le déficit, un alibi pour pomper dans les porte-monnaies ouvriers

Ce déficit que « Le Figaro » qualifiait le 22 juin de « serpent de mer le plus tena-

ce de l'administration française depuis 1945 », la bourgeoisie, qui le provoque volontairement, essaie de le faire éponger par la classe ouvrière. Il s'agit de rogner sur les prestations qui lui sont versées. Et pour cela les moyens ne manquent pas.

Ainsi par exemple, par circulaire du 29 septembre 1975, le ministère du Travail demandait aux caisses d'assurances maladie de renforcer leur contrôle sur les chômeurs de plus de 3 mois qui, parce qu'ils sont malades, sont provisoirement sous le régime de la Sécurité sociale et ne touchent donc pas les Assedic mais des indemnités de congé maladie. Il demandait en outre aux caisses d'allocations familiales de supprimer les prestations aux chômeurs de plus de 6 mois qui n'auraient pas répondu à un questionnaire — un de plus dont la seule utilité était de jouer le rôle de barrière et d'éliminer de la liste des travailleurs qui ont droit aux allocations familiales une partie des chômeurs. Aux termes de cette circulaire également il était décidé qu'à partir d'un certain nombre de mois de chômage, supérieur à 6 mois, le droit aux prestations serait carrément subordonné à l'appréciation des réponses fournies au dit questionnaire. C'était ériger l'arbitraire le plus total en force de loi. C'était aussi remettre en cause la loi du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation du régime de Sécurité sociale... Mais chacun sait que la violation de sa propre loi n'a jamais causé le moindre scrupule à la bourgeoisie.

Par ailleurs d'une façon générale, plutôt que de payer leurs dettes, l'État et les patrons préfèrent accroître ce déficit de la Sécurité sociale et augmenter les cotisations ouvrières et celles dites patronales. C'est exactement dans ce sens qu'allait la décision du gouvernement en date du 9 décembre 1975, date de l'annonce par Durafour de l'augmentation de 1,50 % des cotisations. Si l'on s'en tient aux données de la bourgeoisie, cette hausse de 1,50 %, qui se traduisait par une augmentation de 0,50 % de la cotisation vieillesse sous plafond et par une augmentation déplafonnée — c'est-à-dire sur la totalité du salaire — de 1 % sur les cotisations d'assurance maladie, se répartissait à parts égales de 0,75 % entre patrons et ouvriers. En fait, les capitalistes qui voyaient donc monter la cotisation dite patronale de 0,75 %, ne pouvant accepter de réduire leurs profits, avaient la ressource de limiter les augmentations de salaires, voire de les bloquer. Compriment les salaires ouvriers et répercutant cette augmentation de la « cotisation patronale » sur le prix de vente des produits, les capitalistes parvenaient à ne pas payer les 0,75 % d'augmentation. Un travailleur par contre gagnant par exemple 2 000 F par mois, s'est vu amputer d'office son salaire de 15 F supplémentaires (2 000 x 0,75 égalent 15). De sorte que ce sont bien les ouvriers qui ont dû supporter la totalité de l'augmentation de 1,50 % des cotisations.

Selon les chiffres du gouvernement, cette augmentation des cotisations devait permettre de récolter 6,9 milliards, 6,9 milliards donc extorqués à la classe ouvrière. Par ailleurs, le gouvernement escomptait récupérer 3,1 milliards par tout un train d'autres mesures. Cette somme se répartissait en 1,4 milliard par la « mobilisation de la trésorerie du régime général », c'est-à-dire par des mesures financières sur les capitaux que détient la Sécurité sociale, qui figure assurément parmi les plus grosses puissances financières dans notre pays. 0,7 milliard devait être perçu à partir de la réduction en juin de 20 % à 7 % de la TVA sur les médicaments, ce qui ne voulait pas dire — chacun peut s'en apercevoir — que les prix des médicaments allaient diminuer, les trusts pharmaceutiques se chargeant de confisquer la différence. Enfin 1 milliard devait être fourni par l'économie de gestion : le gouvernement parlait de négociations avec les professions médicales et para-médicales, mais tout laisse à penser que cette économie consiste surtout en de nouvelles aggravations des conditions de travail du personnel de la Sécurité sociale, en un blocage des salaires des employés et en une réduction de leurs effectifs.

Voici donc très schématiquement certains des moyens par lesquels la bourgeoisie fait peser de plus en plus depuis 6 mois le déficit de la Sécurité sociale sur les épaules de la classe ouvrière. Encore une fois le problème n'est pas pour la classe ouvrière de défendre la Sécurité sociale, ce « service public ». Elle sait très bien qu'en régime capitaliste il n'est pas de service comme cela, au dessus des classes et au service de la « nation toute entière ». La Sécurité sociale est aux mains de la bourgeoisie, elle sert entre autres à alimenter les caisses des trusts pharmaceutiques qui en demandent toujours plus. Les travailleurs quant à eux savent que le droit à la santé gratuite ne leur sera assuré qu'avec le socialisme, après qu'aura été renversé tout le système capitaliste, aussi bien les magnats de l'industrie pharmaceutique que tout l'appareil d'État qui contrôle la Sécurité sociale. Il importe néanmoins de se préoccuper de ce qui se trame dans notre dos et notamment d'une possible réduction des indemnités journalières vers laquelle semble s'orienter la bourgeoisie. C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

la France des luttes

GREVE DES ASSISTANTS DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

Depuis deux semaines les assistants en Droit et Sciences économiques de l'université de Nancy refusent de communiquer aux jurys les notes des travaux dirigés qui entrent en ligne de compte pour l'attribution des diplômes de fin d'année. C'est la forme de lutte que les assistants ont choisi pour empêcher le licenciement d'un certain nombre d'entre eux et arracher la titularisation de tous. L'administration refuse de céder. Et il a été décidé qu'une partie des examens oraux qui devaient se dérouler en juin serait reportée en septembre.

LES DÈMELES DE JACQUES PAPINSKI AVEC LES FLICS

Révoqué de l'enseignement, Jacques Papinski poursuit sa lutte pour obtenir sa réintégration. Il accomplit depuis plusieurs mois un « tour de France » pour la populariser et engager les enseignants à lutter contre l'inspection. Au fil de ses voyages, il rencontre de nombreux enseignants, mais aussi des normaliens et des étudiants d'université. Mais cela n'est pas du goût de tout le monde. C'est ainsi que suite à ses visites sur invitation le 18 mars au lycée technique de Gournay à Creil, et le 29 avril au lycée Voltaire à Paris, les proviseurs de ces établissements ont porté plainte contre lui pour « intrusion ». Il était interrogé pour cela par la police mercredi dernier.

Jacques Papinski qui nous a transmis lui-même cette information n'a pas manqué de relever qu'il était curieux que ces 2 proviseurs n'aient pas imité la directrice du lycée Chopin de Nancy en faisant appel aux flics le jour des visites pour lui interdire l'accès des établissements. La vérité c'est qu'à Creil par exemple les lycéens étaient en grève à l'époque des faits — ils ont été 600 à écouter Papinski — et que le proviseur, Bocquet, craignait en appelant la police à la rescousse de renforcer encore le mécontentement et le mouvement de lutte des élèves... Courageux mais pas téméraire, le proviseur.

En attendant, les comités de soutien à la lutte de l'instituteur d'Homécourt, qui se multiplient au fil des visites, sont en train de se préparer à apporter la riposte qu'il convient en cas de poursuites contre Papinski.

Assurances du Groupe de Paris

LA DIRECTION MENACE DE LICENCIER 2 DELEGUES CFDT

Depuis la grande grève des services dactylos en octobre novembre dernier, les patrons des AGP multiplient la répression contre les travailleurs et en particulier contre la section syndicale CFDT combattive : les délégués sont véritablement fliqués, suivis, contrôlés sans cesse dans leurs déplacements. Dernièrement le patron, Pagezy, leur avait fait de très importants retraits de salaire sous prétexte qu'ils avaient pris trop d'heures de délégation syndicale.

Après le licenciement plus ou moins déguisé de certains grévistes la direction s'attaque maintenant aux délégués CFDT.

Voici à ce sujet le communiqué de presse publié par la section syndicale CFDT : « Pagezy franchit un nouveau degré dans sa politique anti-syndicale. Pour liquider la section CFDT, il vient de mettre à pied 2 militants CFDT et engage con-

tre eux une procédure de licenciement. Motif : ces 2 délégués ont été vus dans un café par leur responsable de service, alors qu'ils étaient en délégation et attendaient quelqu'un qui devait leur transmettre des tracts à diffuser. La direction choisit ce prétexte pour faire diversion sur un certain nombre de problèmes (procès en cours sur le droit syndical, plan de restructuration de l'entreprise à terme, etc...)

« Qu'en l'occurrence 2 militants actifs de la CFDT soient virés cela n'est pas non plus un hasard : c'étaient les 2 uniques représentants au CE, CE entièrement sous la coupe du patron !

« Le conseil de discipline a été saisi le 23 juin au sujet de la demande de licenciements. Le comité d'entreprise doit statuer le 24 juin. La CFDT met en œuvre tous les moyens pour faire échouer la tentative du patron. »

La reprise... à quel prix ?

Tout va pour le mieux, c'est la reprise, la relance, le chômage se résorbe, les entreprises tournent bien, tels sont les propos de Chirac et de Giscard. Voyons de plus près ce qu'il en est dans les faits, des camarades de la SESCO (filiale de Thomson) d'Aix-en-Provence l'expliquent.

Si l'on se cantonne à la SESCO, on se dit : « Tiens, c'est vrai ce qu'ils disent à la radio et la télé : ici on embauche, c'est donc qu'il y a reprise ». Et l'on serait tenté de croire que la crise aiguë du capitalisme est terminée. Mais que l'on regarde un peu ailleurs !

Reprise ou pas reprise

Effectivement, rien n'est changé. Bien sûr à la SESCO, cela reprend un peu, mais c'est comme l'on dit tout à fait conjoncturel : c'est-à-dire que la SESCO bénéficie d'un marché que lui a donné l'État, en l'occurrence ici les PTT, c'est-à-dire le marché des téléphones.

Et l'on parle d'une embauche très minime, 25 filles, peut-être un peu plus. Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser ! Surtout lorsque l'on se rappelle que c'est environ 200 à 300 filles qui d'une

manière ou d'une autre, ont été licenciées. Et puis, l'embauche est semblée-t-elle pour seulement 17 mois... Et après ? De nombreuses ouvrières licenciées n'ont pas voulu reprendre à ce compte-là.

Mais il y a aussi la lutte et l'exemple positif des Griffet... et celui qui l'est nettement moins : Coq. Deux entreprises de la métallurgie, grosso modo, le même nombre de travailleurs, 2 vieilles boîtes paternalistes. Et pour les travailleurs des licenciements. A Griffet, c'est dès les premiers licenciements que la quasi totalité des travailleurs se mobilisent et se mettent en lutte : « Pas un seul licenciement ».

A Coq, au contraire, la CGT a accepté de négocier les licenciements. Et malgré la grève les travailleurs sont partis... Deux mots d'ordre, deux conséquences différentes pour les travailleurs.

Les Griffet ont su combattre l'idée des révisionnistes et ils ne négocient pas les licenciements, mais les refusent par leur lutte.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



SOUSCRIPTION

Une bataille politique de grande importance

TOTAL AU 21/6/76	111319,86 F	" E Hoxha R	790,00 F
JPB	150,00 F	Ccle JCMLF J Conally	53,50 F
Henriette	10,00 F	CDHR Overney R	200,00 F
René	20,00 F	" G Moquet R	70,00 F
CDHR Ostrowski	1672,00 F	Soutien au jnl CG	750,00 F
Des camarades pour le Qt	20,00 F	Un jeune ml pour la Révolut. prolét.	150,00 F
Suppl. Réabt BD	200,00 F	CDHR Fernand Jacq. M320	400,00 F
Lycée Montaigne	158,00 F	" Gemnitz	400,00 F
Des camarades	130,00 F	Mes 2 parts de bourse pour HR et pour la libé. immédte de R. Lé Gal Millitt ml	104,00 F
Un stagiaire FPA	50,00 F	Une écoière	10,00 F
Un couple d'enseigts	12,00 F	Un ouvr. et une militte	10,00 F
Un OS	38,00 F	PSU pour la souscp.	10,00 F
CDHR Politzer	600,00 F	CDHR L Michel	2 300,00 F
Lws ml de FL	430,00 F	" J Brecot R	100,00 F
Pour le Qt P et B	300,00 F	Suppl. Réabt BO	110,00 F
CD Gramsci D	200,00 F	" " GP	5,00 F
B Surg	2,00 F	" " MP	10,00 F
IR	1,50 F	CDHR Baena 1 militte	100,00 F
DE	7,00 F	2 éduc. spécialisés	10,00 F
MH	19,50 F	CDHR Gunt Rauthier	200,00 F
Un groupe de postiers des Hts-de-Seine	350,00 F	" " Souscp de masse	15,00 F
Suppl. RéabtBJM	10,00 F	Souscp. Libr. province et cartes post.-cal.	242,00 F
LPJ	100,00 F	Des lecteurs fideles de Bretagne	100,00 F
Des camarades de B	400,00 F	Suppl. Réabts	6,00 F
Un trav. du Bâtiment			
DG	120,00 F		
CDHR Audin	220,00 F		
Un garagiste	24,00 F		
CDHR Chou En-tai	120,00 F		
Au lieu d'aller au ciné	22,00 F		
CDHR Marty R	300,00 F		
" G Mocquet R	150,00 F		

Total au 24/6/76
123210, 36F

Les policiers montent 2 étages trop haut : un mort

Mardi soir à Fontenay-sous-bois, la police judiciaire est sur les dents. Elle est sur les traces, croit-elle, d'un individu compromis dans le récent enlèvement du PDG adjoint des établissements SAAB-France, qui n'avait été rendu par ses ravisseurs, qu'en échange de 1 milliard de francs. Mettre la main sur le paletot de l'un des coupables, c'est la promotion assurée. Ça vaut le coup de faire un peu de zèle.

«Le 2e porte à droite» au 23 rue de Joinville à Fontenay-sous-bois. C'est là que les flics pensent trouver leur client. Deux inspecteurs de la PJ volent dans les escaliers. Les 2 étages sont grimés vite fait. Coup de sonnette. Mme Debarre ouvre la porte. Les flics ont l'arme au poing. Ils aperçoivent dans l'appartement un homme, Bernard Baptedau, qui a lui aussi un revolver à la main. Ils tirent. B. Baptedau s'effondre, mort.

L'homme que cherchait la PJ était un certain Caron. Alors ?.. Alors tout simplement l'indication «2e porte droite», qu'avait vue les flics sur une boîte à lettres en face du nom de Caron, signifiait «2e porte à droite au rez-de-chaussée», et non «porte à droite au 2e étage». Une petite bévue quoi ! 2 petits étages en trop. Quant à la victime si elle avait un 1143 en main c'est tout simplement parce qu'elle collectionne les armes à feu. Quelques détails qui manquaient à la PJ ma: qui se soldent tout de même par un mort.

Peu après Ducret, directeur de la PJ parlait de «malencontreux accident». Et d'ajouter que l'inspecteur qui a fait feu se trouvait «en état de légitime défense» !

L'affaire est désormais entre les mains de l'Inspection générale des services qui sera chargée d'établir si l'inspecteur à la gachette facile se trouvait effectivement en état de légitime défense.

B. Baptedau était employé depuis 20 ans à la Banque de France comme caissier adjoint. Il s'ajoute à la liste des victimes des inspecteurs zélés de la police. Tandis que Fontenay viendra rejoindre le bar «Le Thélème», Charenton et la rue du Château des rentiers dans les annales de la PJ.

Mine de rien, ces derniers temps, qu'est-ce qu'il y a comme «bayures» dans le corps chargé de «veiller à notre sécurité» — Poniatowsky dixit — ! On a appris en effet, pas plus tard que le 21 juin, que 6 nouvelles plaintes venaient d'être portées contre X par des jeunes de la Ciotat affirmant avoir subi des sévices pendant leur séjour entre les mains des brigades de St-Cyr-sur-mer dans le Var. Ces 6 nouvelles plaintes pour «sérvices et coups et blessures» qui s'ajoutent à celles portées la semaine dernière par Jean-Marc Garabedian et Georges Michalet ont été confiées aux bons soins du procureur de la République de Toulon.

Il va falloir que le ministère de la Justice se creuse cette fois d'rolement la tête pour enterrer toutes ces affaires ! Quant au ministère de l'Intérieur il faut s'attendre à ce qu'il redouble d'efforts pour mener sa campagne sur les «vertus sécuritaires» de la police. On nous permettra tout de même de douter que l'un et l'autre parviennent à leurs fins.

Paysans en lutte



A Cheix en Retz,
2000 ouvriers et paysans participent
à un pique-nique contre l'expulsion
d'une famille de paysans et exigent

«UN BAIL POUR LES FERMIERS»

Cheix-en-Retz c'est une petite commune, en Loire-Atlantique. Guère plus de 300 habitants. Un petit village de Bretagne que tout le monde ignore. Ou plutôt que tout le monde ignorait. Parce que maintenant, depuis pas mal de mois, avec les menaces d'expulsion qui pèsent sur les Mouillé aux «Bois-aux-Moines», tout le monde en parle de Cheix-en-Retz. Et même bien au-delà du département.

Les «Bois-aux-Moines» ne sont pas une grande exploitation : une vingtaine d'hectares seulement. Armand et Henriette Mouillé y sont fermiers depuis 13 ans. Avec un troupeau de 30 vaches, la production laitière est leur principale activité.

Mais depuis 6 ans, ils doivent mener une bagarre acharnée contre le propriétaire foncier. Ils sont en effet sous le coup d'une décision de justice en date de juillet 1970 qui les condamne à l'expulsion. Et depuis lors ce n'est que grâce à la mobilisation des paysans de la région que leur maintien aux «Bois-aux-Moines» a pu être imposé. Car de son côté, Roudineau, le propriétaire, est bien décidé à parvenir à ses fins. Il multiplie les exactions, voies de fait et les violences contre les Mouillé pour les obliger à déguerpir. Tous les jours il vient rôder sur la ferme, avec son armée de fils et de belles-filles, pour voir si les

paysans sont tout seuls ou bien si au contraire un tour de garde est assuré. Tous les jours, les fils de clôture sont coupés, les pieux arrachés, quelquefois embarqués.

POURQUOI LE PROPRIETAIRE VEUT-IL EXPULSER LES FERMIERS ?

Roudineau était commerçant, grainetier de son métier, dans la région. Aujourd'hui, il a plus de 70 ans, et il est à la retraite. Depuis deux ans il parle d'installer son fils aux «Bois-aux-Moines». Ce serait pour raisons de santé.

En fait, le fils en question est technicien en géophysique. Il ne répond absolument pas aux conditions pour une première installation comme paysan.

Par contre, il se trouve que Cheix-en-Retz est à mi-chemin entre Nantes et la région côtière. C'est une région privilégiée pour les

spéculateurs fonciers, les promoteurs immobiliers. Et Roudineau qui bénéficie très probablement du soutien des marchands de biens, veut à coup sûr disposer de ses terres pour des activités autres qu'agricoles.

Son véritable projet, il a déjà commencé à le réaliser, sur une parcelle de 4 ha 50 que les fermiers lui avaient laissée en 1974. A l'époque elle était en friche. Aujourd'hui elle fait l'objet de constructions immobilières avec le concours d'un notaire de la région.

Ainsi il n'est pas douteux que c'est à seules fins de spéculations que le propriétaire veut soustraire aux fermiers leur premier outil de travail : la terre. Les paysans, eux, exigent le droit de vivre de leur travail. C'est sur cette base qu'un certain nombre de petits et moyens paysans ainsi que des travailleurs les soutiennent activement.

2 000 PERSONNES MANIFESTENT LEUR SOLIDARITE AUX PAYSANS

Roudineau ne cesse de monter des provocations et de commettre des actes de violence répréhensibles. Pourtant ce n'est pas lui que la justice bourgeoise inquiète. C'est sur les paysans qu'elle s'acharne. Ainsi le 1er juin, le tribunal a condamné Armand et Henriette à détruire toutes les constructions, les hangars, la laiterie, qui leur appartiennent !

Mais plus la bourgeoisie cherche à leur faire courber l'échine sous le poids de sa dictature, plus les Mouillé sont forts du soutien de la grande masse des petits et moyens paysans de Loire-Atlantique. Sur toutes les routes on voit, peint en lettres géantes: «un bail à Cheix». Et depuis deux mois des équipes de paysans et de travailleurs de tous les cantons du département se relayent jour et nuit pour faire des tours de garde et protéger les Mouillé contre les agressions du propriétaire.

Parmi les étapes récentes les plus importantes de la lutte qui se mène à Cheix-en-Retz, il y a certainement en tout premier lieu ce

pique-nique organisé dimanche dernier aux «Bois-aux-Moines». Ouvriers, paysans, jeunes, ils sont venus à plus de 2 000 manifester leur solidarité à Armand et Henriette dans leur lutte pour le droit à la terre, le droit à l'outil de travail.

UNE AVANCEE DANS LA VOIE DE L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS

D'ores et déjà on peut tirer plusieurs enseignements de ce rassemblement. C'est un coup d'arrêt aux menées des propriétaires fonciers et des spéculateurs immobiliers qu'appuie à fond la justice bourgeoise. C'est aussi un avertissement sérieux lancé à la bourgeoisie et au gouvernement : ils savent désormais à quelle riposte de masse ils auront à faire s'ils s'avisent de tenter d'expulser les Mouillé par la force. C'est aussi un pas de plus qui contribue à forger solidement l'unité des ouvriers et des paysans, de nombreux travailleurs étaient là, en effet, notamment ceux de Tréfilimétaux.

Cependant si les paysans-travailleurs, des militants du MRJC, l'Union locale CFDT de Ste-Pazanne et le syndicat local de la FDSEA se sont mobilisés réellement pour assurer le succès de ce pique-nique, il n'en a pas été de même, pour le moins, des dirigeants départementaux de la FDSEA ou de l'Union départementale CFDT. Quant aux responsables révisionnistes de la CGT ils se sont carrément opposés à ce rassemblement. Ils se sont bornés à envoyer un de leurs hommes de main pour tenter de vendre des macarons de soutien à la CGT aux participants du pique-nique. Ceux-ci lui ont fait remarquer qu'ils n'étaient pas venus pour soutenir la CGT mais Armand et Henriette Mouillé... Finalement l'énergumène a dû remballer sa camelote...

Ce jour-là à Cheix de nouvelles forces ont été accumulées, la détermination de tous les travailleurs présents s'est trouvée renforcée pour soutenir les Mouillé jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'à l'obtention d'un bail à Cheix pour les fermiers !

DATES DE PARUTION DU JOURNAL GET ETE

Voici quelques informations sur la parution du journal cet été.

En raison de la faible vente normale des journaux pour la période recouvrant les deux mois d'été, d'une part, et en raison des difficultés financières que nous avons déjà exposées récemment, d'autre part, le journal cessera sa parution quotidienne du 1er juillet au 15 septembre.

Le dernier numéro quotidien sera daté du 1er juillet et le premier de la rentrée du 16 septembre.

Entre temps, sortiront, les 8 et 22 juillet, le 5 août et le 2 septembre des journaux de 16 pages. Évidemment, s'il survenait des événements politiques importants, cette décision sera remise en cause pour pouvoir faire face à nos tâches.

Le comité de rédaction NB : pour les CD faire savoir rapidement à l'administration du journal, le nombre de journaux de 16 pages désirés pour eux pour les mois de juillet, août et septembre.



culturel

Programmes TV

SAMEDI 26 JUIN

TF-1

19 H 20, 20 H et 23 H 15 : La bourgeoisie vous informe.

21 H 30 Regan. *Toujours très proche de problèmes d'actualité, ce feuilleton présente l'activité des flics, style commando d'intervention, comme la solution à ces problèmes. Ce qui fait passer ces crâpules tour à tour pour des nounous, des assistantes sociales, des copains compréhensifs, des incompris, etc. C'est une nouvelle tendance du feuilleton policier.*

A-2

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Maigret. *Un crime en Hollande. Ces dramatiques de Maigret ont toujours un attrait irrésistible du fait que l'action se passe, en général, dans des milieux populaires et l'ambiance est assez sympathique. Mais, bien entendu, les thèmes développés tournent autour de crimes, souvent assez sordides, où interviennent des personnages très marginaux. Et puis il y a toujours le personnage du « bon flic compréhensif » qu'on ne rencontre que dans les livres ou à la télé...*

FR-3

19 H 20, 20 H et 22 H : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Le temps d'un été. *Film TV de 1972. Le film aborde par un biais très anecdotique le problème de l'exode rural créé par le système capitaliste. Ce biais, c'est la venue de filles de Paris qui viennent travailler aux champs l'été : c'est inspiré de la « Foire aux célibataires » d'Esparras. Peut-on imaginer un seul instant que la solution au problème de l'exode rural puisse se trouver en faisant venir des filles comme du simple bétail au pays pour encourager les jeunes paysans à rester ?*

DIMANCHE 27 JUIN

TF-1

19 H 45 et 23 H : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Le dernier saut. *Film d'Edouard Luntz (1969). Les affinités de cœur et d'idéologie entre un ancien para d'Indochine et d'Algérie (Maurice Ronet) et un fille « aigri » (Michel Bouquet). Représentés comme des « anti-héros » (ce sont 2 « ratés »), ces 2 compères sont en fait réellement des « héros » tels que les conçoit l'idéologie bourgeoise : marginaux, individualistes et élitistes.*

FR-3

22 H 15 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 Les visiteurs du dimanche soir. *L'art, l'argent et le cinéma. Débat avec Rossellini, Piccoli, Françoise Arnould et quelques producteurs du cinéma. On peut s'attendre bien sûr à mieux connaître ces problèmes, mais aucun débat de fond (c'est-à-dire resituer le problème dans le système capitaliste et ses effets) ne peut être réellement développé dans ces émissions.*

22 H 30 Cinéma de minuit : Tartuffe. *Film muet de Murnau de 1925. La peinture de mœurs et la critique sociale qu'avait réalisées en son temps Molière, devient avec la caméra de Murnau, une incarnation mystique du Mal, « obsession » de Murnau qui apparaît pour lui comme étant la source de tout problème, et qu'il cache derrière Nosteratu comme derrière Tartuffe.*

LUNDI 28 JUIN

TF-1

19 H 20, 20 H et 23 H 30 : La bourgeoisie vous informe.

20 H 30 L'avenir du futur. *Le jour où la terre s'arrête. Film USA de Wise (1951). Ce film de science-fiction, comme d'ailleurs tous ceux du genre, constitue un excellent support de propagande. La science-fiction agit comme une sorte de caricature de problèmes sociaux ou politiques qui a été et est toujours un moyen de prédilection pour l'idéologie bourgeoise et impérialiste de faire passer ses idées. Dans ce film, il faut voir qu'il est en pleine « guerre froide », la guerre de Corée est commencée et la vague d'anticommunisme déferle sur les USA : les impérialistes yankees paniqués à l'idée que l'URSS possède l'arme atomique depuis 1949, il faut voir dans le film leur tentative d'amadouer l'URSS en mettant en garde contre les « dangers de rompre la paix avec les armes nucléaires », armes qu'ils ont été les premiers, USA, à utiliser.*

Dans le tome 21 des œuvres d'Enver Hoxhà qui vient de paraître en Albanie (2)

Le caractère national et la question de l'ancien et du nouveau en art et en littérature

Le souci de mener la lutte sur le front artistique et littéraire se manifeste dans le tome 21 des œuvres du camarade Enver Hoxha qui vient de paraître — écrit le journal « Zeri i Popullit » dans un compte-rendu consacré à ce tome. Le journal souligne que même à des périodes difficiles pour le pays, lorsqu'il y a eu une multitude de grands

Telle est la période du début des années 60.

Dans ce tome 21 sont publiés des textes où, notamment, Enver Hoxha déclarait devant les écrivains et les artistes le 11 juillet 1961 : « Une autre question qui revêt une grande importance c'est le fait que le développement de la littérature, de la musique, des arts figuratifs, etc., dans notre pays a un caractère de masse, un caractère populaire et profondément démocratique. C'est là que nous devons trouver la véritable raison pour laquelle notre littérature et nos arts ne sont pas tombés et ne tomberont certainement pas dans le marais du décadentisme bourgeois. »

Là, Enver Hoxha met l'accent en premier chef sur la nécessité du contenu révolutionnaire et prolétarien de l'art et de la forme compréhensible par les masses, sans quoi il ne saurait avoir un caractère populaire, et par voie de conséquence ne saurait pas éduquer et développer l'idéologie du prolétariat.

Le Parti du travail d'Albanie devait résoudre au début des années 60, tellement difficiles pour l'Albanie, certains autres problèmes. Un de ces problèmes qu'aborde largement Enver Hoxha c'est le caractère national et l'esprit populaire dans l'art. Traitant théoriquement et pratiquement des questions de la culture passée du peuple albanais, il souligne qu'« il nous faut étudier davantage son passé brillant, car nous y trouvons exprimés toute sa vie, ses joies, ses souffrances, son goût artistique, ses combats pour la liberté et l'indépendance, les talents et les coutumes que notre peuple a hérités de génération en génération jusqu'à l'époque contemporaine. »

Enver Hoxha voit la question du caractère national dans la vie du peuple et dans l'art, en premier chef, dans l'expression de cette caractéristique principale « particulière » qu'est la lutte et la détermination à défendre la patrie, la terre, la vie et les coutumes.

De nombreuses qualités populaires qui vont dans ce

problèmes politiques, idéologiques et économiques à résoudre, lorsque la patrie était menacée par les ennemis du socialisme, les impérialistes et les révisionnistes, le Parti du travail d'Albanie n'a négligé en aucun moment le travail littéraire et artistique.

avoir lieu en dehors de la tradition de « l'art cultivé » et du folklore. Le nouveau est toujours en unité dialectique avec la tradition, qui ne demeure pas figée, mais est en mouvement permanent, car elle est enrichie par de nouveaux éléments.

« Il ne faut jamais que le nouveau entraîne la négation de la tradition » écrit Enver Hoxha dans ce tome.

De cette idée d'Enver Hoxha, le journal tire des enseignements importants et d'une grande portée actuelle.

Premièrement, il faut apprendre à être dialectiques dans le traitement de ce problème, à voir les phénomènes artistiques en développement et en unité et à discerner ce qui est vraiment nouveau de ce qui ne l'est que superficiellement mais qui n'est en effet qu'ancien ; deuxièmement apprendre à ne pas être rigides à l'égard de l'innovation mais à la considérer comme une question réelle et indispensable au développement des arts, en ne faisant pas de la tradition un obstacle au développement du nouveau ; troisièmement, apprendre à ne pas oublier

les idées du parti sur la lutte des classes dans la littérature et les arts.

Dans ce tome Enver Hoxha réserve une attention particulière à la connaissance de la vie du peuple et à la formation marxiste-léniniste des écrivains et des artistes. La connaissance de la vie et la théorie matérialiste sont nécessaires à l'artiste, non seulement pour trouver les thèmes et les problèmes qui se posent dans la société, mais encore pour s'orienter et pour comprendre de nombreuses questions relatives au caractère national, à la tradition, au nouveau, à la mise à profit de l'expérience étrangère dans la création littéraire et artistique et à la préservation de la pureté des idées des déviations politiques et idéologiques.

Le journal indique enfin que les décisions du PTA ont toujours joué un rôle important dans le développement de la littérature et des arts albanais. Un des moments les plus vitaux fut le 4^e plenum du Comité central du parti en 1961, qui condamna avec force les manifestations étrangères bourgeoises et révisionnistes dans l'art albanais.

UN TRES BON FILM COREEN

Mercredi soir au cinéma St-Lambert dans le 15^e, pour la première fois à Paris et la seconde fois en France, le film « La Jeune bouquetière » fut projeté devant un public chaleureux.

Avant le film un membre de la délégation commerciale du gouvernement de la République démocratique de Corée du Nord présenta la situation politique actuelle de la Corée et appela l'assistance à soutenir la lutte du peuple coréen, tant au Nord qu'au Sud, pour la réunification pacifique du pays et l'indépendance nationale. Il devait dénoncer vigoureusement l'absence totale de liberté en Corée du Sud pour 90 % de la population et tous les groupes d'opposition au régime fasciste soutenu par l'impérialisme américain. Un documentaire, « La Ligne de démarcation » venait illustrer ces propos. On pouvait y voir les agressions répétées des impérialistes américains contre la partie nord du pays, cela malgré l'armistice, et leur occupation militaire non-dissimulée de la partie sud.

Le film « La Jeune bouquetière », relatant l'histoire d'une famille de domestiques chez un propriétaire foncier du temps de l'occupation japonaise, rappelait

quant à lui les atroces et misérables conditions de vie de l'immense majorité du peuple coréen avant la libération. Réduit à l'esclavage pur et simple, victime des sévices et d'une exploitation féroce, les personnages du film font preuve d'un immense courage. Malgré les difficultés, les personnages du film font preuve de grandes qualités idéologiques de solidarité, et de dignité qui sont celles des masses populaires. La révolte contre l'oppression, malgré la répression terrible, finit par triompher du propriétaire foncier, lorsque éduquées par la souffrance les masses s'emparent des idées révolutionnaires que propage le Parti communiste. Les images, d'une grande qualité artistique, suscitent chez les spectateurs un profond sentiment de révolte contre l'oppression féroce et soulèvent l'enthousiasme lorsque les paysans passent à l'attaque de la maison du propriétaire foncier pour se libérer de leurs chaînes. Tout le film, imprégné d'amour pour le peuple et de confiance dans ses capacités révolutionnaires malgré les vicissitudes et les revers temporaires, est un instrument efficace de propagande et d'éducation révolutionnaire.

L'Humanité Rouge

enquête

QUELQUES PROBLEMES POSES PAR LE MOUVEMENT ECOLOGIQUE

Il y a quelques semaines, une fête écologique était organisée à Chelles par les Amis de la terre, Nature et progrès, GRASP (Groupement de recherche et d'action sociale et populaire), Chantiers de jeunesse. A cette occasion, étaient présentés des panneaux d'information et des films sur la pollution.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de Chelles ont décidé d'y participer pour faire connaître un point de vue marxiste-léniniste sur les questions soulevées.

A l'heure actuelle le mouvement écologique touche surtout les jeunes, en particulier les lycéens et de plus en plus d'élèves des CET, et aussi des jeunes travailleurs (cheminots, PTT...).

Qu'est-ce que le mouvement écologique ?

Il dénonce à juste titre :

- la dégradation de l'environnement (rupture de l'équilibre écologique des océans - rivières - atmosphère par les déchets d'usine, etc., par les centrales nucléaires, naufrage des pétroliers...)
- la pollution alimentaire (colorants - poisons - conservateurs nocifs - engrais chimiques dangereux - pesticides - élevage aux hormones...)
- le gaspillage (ils disent que «la société détruit plus qu'elle ne produit».)
- l'aliénation des travailleurs («métro-boulot-dodo») et la «société de consommation» où l'argent est roi.

L'exposition traduisait donc un refus de la société actuelle à travers les conditions de vie concrètes qu'elle nous impose. Mais les solutions proposées non seulement sont incapables de résoudre les problèmes réels posés, mais sont même dangereuses.

Les «écologistes» avancent des conceptions erronées comme solution :

- la croissance zéro : ils considèrent que la pollution augmente dangereusement avec le développement industriel; il faudrait donc cesser le développement si l'on ne veut pas courir à la catastrophe. Nous pensons que cela revient à refuser le développement. Etre partisan du développement pour nous ne veut pas dire considérer comme un progrès de manière systématique tout ce que produit le modèle de développement des pays occidentaux. Mais refuser le développement cela revient pour les pays du tiers monde (alors que la majorité de la population souffre de malnutrition) à les maintenir sous la domination des impérialistes et dans les métropoles capitalistes, c'est refuser à la classe ouvrière les fruits de cette croissance, lorsqu'elle aura mis fin à l'exploitation.

- le retour à la campagne non polluée où éventuellement on peut cultiver ses produits sans engrais. C'est une solution individualiste de refus de la société industrielle au profit d'un mode de production peu développé.

- création de communautés : véritables petits îlots à l'intérieur de la société bourgeoise.

- développement de l'artisanat sous prétexte de lutter contre les trusts.

- l'évasion dans les voyages, de préférence dans les pays du tiers monde moins pollués, «exotiques», agricoles.

La caractéristique commune à toutes ces solutions est le refus de la société actuelle industrielle concentrée, au profit d'une société dépassée de petite production marchande.

Ce mouvement part d'aspirations justes récupérées par une idéologie petite bourgeoise rétrograde.

D'où vient cette idéologie ?

Ces idées sont venues des milieux étudiants US, se sont développées dans la jeunesse scolarisée en France avant de gagner des couches sociales plus larges. Cette idéologie est marquée par ses origines petites bourgeoises : solutions individualistes - petite production marchande.

C'est pourquoi ce courant ne peut procéder à une analyse scientifique de la société. Il n'en reste qu'à l'apparence des phénomènes, «à bas la société pourrie», disait un panneau.

Il est marqué par une vision catastrophique de l'avenir du monde, car issue d'une classe condamnée historiquement. «En 1980, 7 milliards d'hommes sur la terre». C'est pour cela que les sociétés de petite production marchande, antérieures au capitalisme monopoliste, constituent pour eux la solution, ils veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Les moyens de transformation de la société reflètent aussi cette base de classe petite-bourgeoise. Ils oscillent continuellement entre :

- le réformisme : on reste à l'intérieur du système et on crée des petites communautés qui produisent et vivent dif-

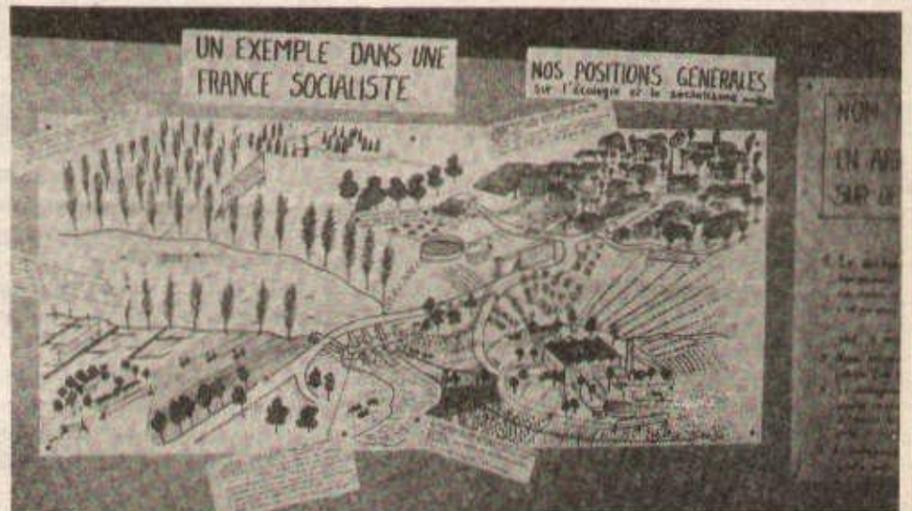


Vision apocalyptique du monde, croissance zéro, un thème favori des «écologistes» bourgeois. (photo correspondant HR).

féremment. On fait des groupements pour acheter en commun directement chez le producteur des produits «sains». C'est une nouvelle forme du mouvement coopératif.

- le nihilisme : refus brutal et minoritaire de la société. On pouvait lire : «Il y en a ras-le-bol de tous ces technocrates qui nous fichent - classent... s'ils continuent comme ça, on va leur foutre sur la gueule !»

Seul le prolétariat peut procéder à une analyse scientifique de la société capitaliste et diriger la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.



Ce que pourraient être une ville et ses alentours dans une France socialiste... Panneau réalisé par les marxistes-léninistes de Chelles. (photo correspondant HR).

Pourquoi, aujourd'hui, l'idéologie petite-bourgeoise est-elle dominante dans le mouvement écologique ?

La trahison du révisionnisme a privé la classe ouvrière de son parti et donc de la possibilité de combattre ces idées fausses en son sein comme à l'extérieur. En effet le PCF, en tant que parti bourgeois, participe à la diffusion de certaines de ces idées (la JC développe elle aussi l'idéologie de l'évasion dans la musique pop et avec Marx sur ses affiches «prend la route»). Le PCF sait bien que le Programme commun n'apporte pas de solution aux problèmes posés par le mouvement écologique. Les nationalisations, en système capitaliste, c'est la nationalisation des fumées ! L'autogestion, c'est l'autogestion des déchets !

Cette trahison impose d'une façon impérative aux communistes marxistes-léninistes d'intervenir sur ces questions. De même qu'il faut arracher la classe ouvrière au révisionnisme, il faut arracher le mouvement écologique à l'idéologie bourgeoise !

Comment, sur quels thèmes, sommes-nous intervenus ?

Nos panneaux, nos discussions acharnées et larges abordaient différents aspects :

- Nous avons insisté sur le fait que la lutte contre la pollution doit prendre en compte aussi, la sphère de la production et la transformer. En France, pour une heure de travail : 1 mort toutes les 40 minutes, 52 diminués physiques, 948 accidents divers déclarés. Chaque année : 4 330 travailleurs sont atteints de maladies professionnelles, sans compter la silicose et la maladie du plomb !

C'est donc de la production, de la classe ouvrière que doit partir le mouvement - et non l'inverse. La lutte à Pechiney-Ugine-Kuhlmann contre la pollution au fluo : a uni les ouvriers et les paysans !

Ces luttes nous montrent la voie.

- Sur les «catastrophes» provoquées par les naufrages de pétroliers nous avons montré que c'est le profit qui pousse les armateurs à réduire sans cesse le nombre des marins et donc à multiplier les risques d'accidents... ce qui ruine les pêcheurs et enrichit les sociétés qui vendent les détergents. Même démarche pour l'énergie nucléaire.

- Au niveau de l'alternative, l'exemple de Taking, en Chine populaire, nous a paru intéressant. Un pays socialiste est en train de faire la preuve que l'on peut développer l'industrie du pétrole qui est habituellement très polluante et l'agriculture. Avant, Taking était un désert, lorsque le pétrole sera épuisé, la région poursuivra sa vie car, entretemps l'agriculture et les industries qui lui sont liées seront développées. Il n'y a donc pas antagonisme entre industrie et agriculture lorsque l'on part des besoins des masses et que l'on met la politique prolétarienne aux postes de commande.

- Au niveau de la France, nous avons tenté de lier les principes généraux à la réalité concrète de notre pays. Que sera une France socialiste ?

Le refus du pillage du tiers monde, nous a conduit à réfléchir sur d'autres sources d'énergie que le pétrole, sans être des menaces pour les populations environnantes (comme l'est actuellement l'énergie nucléaire incontrôlée). Les centrales hydro-électriques de puissance moyenne, les petits barrages à marée, liés aux besoins locaux, implantés après enquête auprès des masses, peuvent être une réponse.

Le refus de la division internationale du travail fait qu'il ne doit pas y avoir des pays agricoles d'un côté, et industriels de l'autre. Il faudra par exemple arrêter le pillage des forêts du Nord de l'Europe et des pays tropicaux et reboiser la France.

Le refus de l'opposition ville-campagne fait qu'il faudra créer autour des villes des ceintures de cultures vivrières.

La planification socialiste doit prendre en compte la création de nouvelles usines et simultanément les investissements destinés aux équipements anti-pollution.

En conclusion :

Les camarades ont trouvé cette intervention positive car, à l'occasion des problèmes écologiques, nous avons montré les conséquences concrètes de la dictature du prolétariat et son caractère indispensable si l'on veut résoudre les contradictions insurmontables de la société actuelle. Nous avons combattu l'idée selon laquelle il y a d'un côté les problèmes concrets, quotidiens, «apolitiques», et de l'autre «la» politique générale, abstraite, coupée des masses. L'affluence à notre stand et les discussions nombreuses montrent que nous sommes sur la bonne voie !

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de Chelles-Vaires-Brou.